

## **En tant que garde-fous, le journalisme et la fiabilité de l'information protègent le processus démocratique.**

Le rôle de garde-fou des médias est essentiel pour mettre les gouvernements et les institutions face à leurs responsabilités.

Les journalistes contribuent principalement à la démocratie et au développement durable en surveillant et signalant le non-respect des principes démocratiques. Ainsi, les journalistes encouragent le développement d'institutions transparentes, responsables et d'un Etat de droit. La couverture médiatique peut aussi faire progresser l'égalité hommes-femmes et le développement durable.

Des médias indépendants et de qualité favorisent la mise en place d'élections libres, justes et transparentes.

Seules la liberté d'expression et celle de l'accès à l'information peuvent garantir l'intégrité et la légitimité du processus électoral. Des médias libres aident à surveiller la légalité du scrutin et ainsi complètent le rôle des tribunaux comme garant de l'Etat de droit.

La pluralité, la liberté et l'indépendance des médias sont des antidotes à la polarisation de l'opinion publique et peuvent contrecarrer les tentatives de manipulation de l'opinion publique pendant les élections.

Sur les réseaux sociaux les tentatives pour créer des informations de toute pièce peuvent polariser l'opinion, et ainsi entraîner des conflits et discréditer le journalisme. En revanche, des médias libres, indépendants et pluralistes peuvent diffuser une information vérifiable aux citoyens et ainsi révéler et combattre la désinformation.

Des lois efficaces sur l'accès à l'information et la transparence des centres du pouvoir sont nécessaires pour que les médias mènent à bien leur mission de contrepoids du pouvoir.

Un cadre juridique protégeant l'accès à l'information et la transparence représente l'un des piliers sur lequel repose une bonne gouvernance. En effet, ce cadre entraîne l'émergence d'une culture d'ouverture, ce qui permet aux médias de diffuser l'information au public.

## **Un système judiciaire juste, efficace et indépendant pour soutenir un journalisme libre et sûr**

Une justice indépendante doit protéger l'Etat de droit et les libertés fondamentales.

La liberté d'expression, d'information et la sécurité des journalistes sont des droits qui doivent être protégés sans concession par les tribunaux et par les acteurs faisant respecter les lois. Ces acteurs devraient maîtriser parfaitement les standards internationaux et la jurisprudence régionale portant sur la liberté d'expression.

Les juges et autorités judiciaires sont les garants de la liberté de la presse et de la sécurité des journalistes.

By applying clear guidelines prescribed by law, judicial officials can prevent arbitrary suspension of free speech, ensure trial of those that have attacked journalists, and send a strong signal to the public about citizens' right to communicate without fear.

La liberté de la presse est essentielle pour la paix, la justice et pour des institutions solides.

Les journalistes et professionnels des médias contribuent à la réalisation de l'Objectif de développement durable (ODD) 16. En effet, pour atteindre cet objectif, des institutions efficaces, responsables et transparentes doivent exister à toutes les échelles, et la liberté de la presse est essentielle pour cela.

## **La liberté d'expression en ligne repose sur un internet ouvert et accessible**

Un cadre juridique est nécessaire pour protéger les journalistes et leurs sources contre les menaces et attaques digitales.

Pour répondre de manière adaptée aux risques auxquels font face les journalistes en ligne, les gouvernements doivent mettre en application des cadres légaux efficaces et les parties prenantes doivent élaborer les programmes d'entraînement appropriés.

Adopter l'universalité d'internet est fondamental pour renforcer un internet basé sur les droits de l'homme, ouvert, accessible à tous et nourri par la participation de multiples acteurs.

Les indicateurs de l'universalité de l'internet sont développés pour aider les gouvernements et les parties prenantes à évaluer et améliorer le paysage de l'internet à l'échelle nationale.

Les perturbations volontaires qui ont lieu sur internet sont une forme de censure.

Le filtrage de contenu, les blocages de sites internet, et les coupures internet sont des mesures utilisées de manière universelle pour contrôler les flux d'information. Ces actions réduisent de manière disproportionnée l'accès à l'information et la liberté d'expression. De nombreux états ont encore besoin d'une base légale claire pour définir la légalité, nécessité et légitimité de ces contrôles mais aussi afin d'être dans le respect des standards internationaux.

**Pour plus d'informations sur la  
Journée Mondiale de la Liberté de la Presse, visitez:**

[fr.unesco.org/commemorations/worldpressfreedomday/2018](http://fr.unesco.org/commemorations/worldpressfreedomday/2018)

**#JournéeDeLaLibertéDeLaPresse**

**#LibertéDeLaPresse**